

506607

LOPEZ

ESTEBAN

11/10/2005

Note de délibération : 20 / 20

Numéro d'inscription

506607

Né(e) le

11 / 10 / 2005

Signature



Nom

C O P E Z

Prénom(s)

E S T E B A N

20 / 20



Épreuve :

ESH

Sujet



1

ou



2

(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille

01 /

03

Numéro de table

019

Lors du mouvement des gilets jaunes en France, les manifestants sont allés jusqu'à détruire des commerces en réponse à une hausse du prix de l'essence, qui entraînait une baisse de leur pouvoir d'achat. Les pertes se sont alors élevées à 5 milliards d'euros, montrant que le pouvoir d'achat est presque une obsession pour les consommateurs, sinon un objectif à atteindre.

Par pouvoir d'achat on désigne la capacité pour un agent d'acheter des biens et services. Capacité qui se voit d'autant plus forte que les prix sont faibles, et donc diminuée en cas d'inflation. Servant l'intérêt des consommateurs, ce concept touche aussi les firmes, elles-mêmes consommatrices de biens et services pour produire.

Parfois assez flou, le pouvoir d'achat s'est surtout incarné comme notion économique au cours des dernières années, mais a toujours été une composante importante des mécanismes économiques si on s'en tient à sa définition. En effet, pour stimuler leur naissance, les États jouent sur le pouvoir d'achat au cours de relances économiques. Ici, il vient

amplifier la consommation, il en est l'étape antérieure. Mais jouer sur la baisse du pouvoir d'achat est possible aussi au cours de dévaluations d'une monnaie. Ainsi, ce concept peut être vu comme un instrument, servant surtout la croissance et la bonne santé économique.

Néanmoins, son usage s'est souvent avéré peu pertinent, menant notamment à l'inefficacité d'injections de liquidités par la BCE. Aussi, le pouvoir d'achat peut apparaître comme le frein d'un objectif initial de croissance. Des lors, s'il est un instrument trop complexe, peut être qu'il ne fait pas sens de l'envisager en tant qu'instrument. Surtout que compte-tenu des récentes revendications, le pouvoir d'achat semble être aujourd'hui un résultat souhaité, au niveau le plus fort possible. Peut-être faut-il alors envisager le pouvoir d'achat comme un objectif. Mais même ainsi, nous serions invités à écarter un tel concept dans la perspective d'un futur économique, social et environnemental soutenable et prospère.

Le pouvoir d'achat est-il alors un moyen au service d'accomplissements ou bien un accomplissement lui-même ?

S'il a pu être utilisé comme un instrument au cœur des mécanismes de croissance économique (I), son utilisation s'est souvent avérée peu pertinente, rendant

illégitime sa conceptualisation en tant qu'outil (II).

Finalement, le pouvoir d'achat est aujourd'hui un objectif à atteindre, surtout son maintien, mais souhaiter un tel résultat présente des limites (III)

*

*

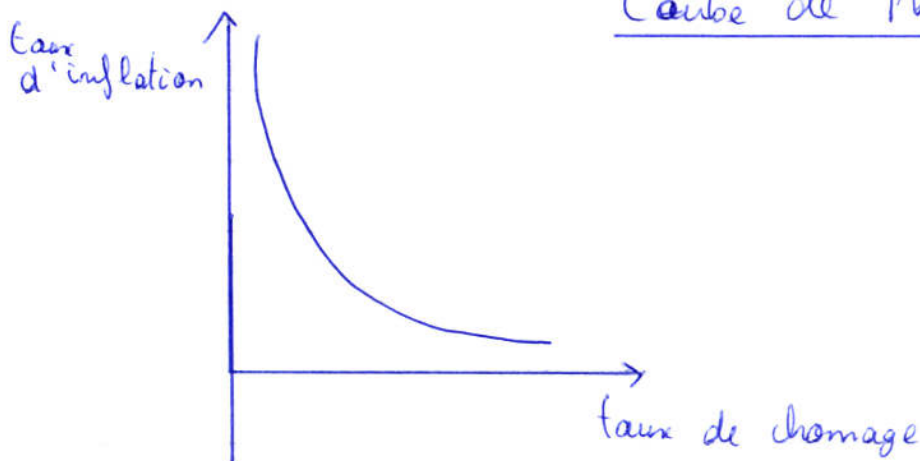
*

Le pouvoir d'achat est un instrument de croissance économique pouvant être utilisé à la hausse (A), ou à la baisse (B).

La hausse du pouvoir d'achat est au cœur des politiques de relances économiques. En effet, les États cherchent à l'augmenter pour permettre une hausse de la consommation. D'après KEYNES (Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie, 1936), la hausse des dépenses publiques, entraîne une hausse de la demande effective (anticipée par les entreprises). Il en résulte que les firmes investissent et emploient plus, ce qui accroît les revenus, et donc le pouvoir d'achat. Cette hausse du pouvoir d'achat permet ensuite aux agents de plus consommer, donc de relancer l'activité. Néanmoins, les agents doivent avoir une forte PmC (propension marginale à consommer) sans quoi la hausse de leur pouvoir d'achat va se traduire par de la thésaurisation. Keynes parle ainsi de trappes à liquidités dans ce cas peu souhaitable, rendant le mécanisme inefficace. Toujours en reprenant la logique keynésienne, plus il y a de pouvoir d'achat, plus le multiplicateur fonctionne. Car, en effet, plus les agents ont de

pouvoir d'achat, plus ils vont consommer la production permise par l'investissement des firmes. Dès lors, ils vont apporter un revenu à des firmes multiples qui vont aussi investir, et le mécanisme va se poursuivre en générant une cascade de revenus. L'économie est alors active, et en pleine croissance, toujours toutefois à condition de tenir compte de la PmC. Ainsi, ces phénomènes se sont vérifiés empiriquement, surtout dans les années 1960, comme en témoigne la reprise de la courbe de PHILLIPS par SOLOW et SAMUELSON:

Courbe de Phillips



En effet, les relances par la hausse du pouvoir d'achat ont permis de diminuer le chômage, donc augmenter emploi et consommation. L'inflation, devant normalement réduire le pouvoir d'achat, a été alors une conséquence compensée par la hausse des revenus, donc la capacité à consommer (pouvoir d'achat).

Mais l'utilisation de la baisse du pouvoir d'achat s'avère également efficace. En effet, en chonges fixes, il est au cœur du mécanisme de la courbe en J.

Numéro d'inscription 5 0 6 6 0 7

Né(e) le 11 / 10 / 2005

Signature

Nom L O P E Z

Prénom (s) E S T E B A N

20 / 20



Épreuve : ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 02 / 03

Numéro de table 019

Dévaluer sa monnaie permet à un pays en déficit courant de revenir à l'équilibre et même de dégager un excédent. Dans un premier temps, augmenter les prix conduit à une diminution du pouvoir d'achat, et à une dépréciation de la monnaie nationale. Les effets sont répartis car les ménages paient à consommer et la consommation varie peu à court terme. Mais à moyen terme, cette baisse du pouvoir d'achat requise pour la dépréciation entraîne une baisse des importations, dont le prix en devise est devenu trop cher en monnaie nationale. Les exportations gagnent de plus en compétitivité-prix et augmentent. Au final, la balance courante s'équilibre et le pays peut dégager un excédent si le processus se poursuit. Dès lors, sachant que $PIB = CF + FBCF + (X - M)$, avec X les exportations et M les importations, le mécanisme de baisse du pouvoir d'achat stimule la croissance. Cela se fait toutefois sous condition de MARSHALL-LERNER : la somme des valeurs absolues des élasticités-prix des importations doit être supérieure à 1. En effet, dans le cas

contraire, les pratiques de consommation ne s'adaptent pas à la baisse du pouvoir d'achat, rendant l'initiative inefficace. Au cours de la guerre des monnaies suivant la crise de 1929, les pays ont alors payé le prix d'une baisse de pouvoir d'achat en dévaluant, afin de renforcer leur économie en sortie de crise. La Livre-sterling perd 30% de sa valeur en 1931, et aux États-Unis, le dollar se déprécie de 41% en 1933, permettant au Royaume-Uni et aux États-Unis de rééquilibrer leur balance courante, et de renforcer leur économie.

*

*

*

Dès lors, si le pouvoir d'achat est un instrument propice aux mécanismes de croissance économique, il n'en demeure pas moins qu'il est toujours un élément intermédiaire. Il semble en fait s'apparenter à une conséquence de ces mêmes mécanismes. Peut-on alors toujours parler d'un véritable instrument ?

*

*

*

Le pouvoir d'achat n'est pas maîtrisé en tant qu'instrument (A), et relève parfois d'une conséquence néfaste économiquement (B), le rendant inapte à être un outil.

Le pouvoir d'achat en tant qu'instrument a récemment été mal utilisé et a peu fonctionné. En effet, cela s'est observé notamment dans les politiques monétaires de la BCE. DEUSY-FOURNIER et BENASSY-QUERÉ (La folie des banques centrales) soulignent alors que les banques centrales ont été prises d'une « folie » et ont injecté beaucoup trop de liquidités depuis la crise de 2008. En effet, la hausse du pouvoir d'achat par ces liquidités n'a pas relancé la consommation et l'économie. Le pouvoir d'achat semble alors présenter certaines limites, surtout lorsqu'on le restreint en tant qu'instrument. Le contexte économique a fait qu'en situation d'incertitude, les ménages n'ont pas consommé par craintes, de même que les banques de second rang n'ont pas accordé plus de crédits. De plus, cette injection a été trop peu réfléchie, comme le démontre COUPPEY-SOUBÉRAND (Le dénouement de l'imitation, 2015) : il aurait fallu cibler les liquidités vers les agents dans le besoin, et à forte PmC, ce qui aurait peut-être mené à plus d'efficacité. C'est la logique du « drame monétaire », dans lequel certains agents pourraient ouvrir un compte à la banque centrale, pour que la hausse du pouvoir d'achat soit pertinente. Ainsi le pouvoir d'achat perd de sa pertinence en tant qu'outil.


Surtout, le pouvoir d'achat s'est avéré être une conséquence néfaste, compromettant la croissance. En effet, le pouvoir d'achat est central dans le mécanisme du déversement. Théorisé par SAUVY (La machine et le chômage, 1980), il se produit de cette façon : la hausse des gains de productivité permise par le progrès technique dans le secteur agricole, a entraîné une baisse des coûts de production, donc des prix, donc du pouvoir d'achat dans ce secteur. Cette hausse étant moins que proportionnelle, les agents se tournent alors vers les secteurs secondaires et tertiaires, qui innovent et emploient plus pour répondre à la demande. Mais la conséquence de la tertiarisation est une baisse des gains de productivité, car il est difficile de rendre les services plus productifs. De plus, les destructions d'emplois ont tendance à l'emporter sur les créations. ARTUS (La France sans ses usines, 2011) souligne alors qu'aux Etats Unis, en 20 ans, 15% de l'emploi total a été détruit, mais seulement 5% d'emplois de services ont été créés sur le total. Le pouvoir d'achat apparaît alors comme la composante d'un mécanisme qui a contraint la croissance, alors même que l'objectif de départ était contraire avec l'innovation. Le pouvoir d'achat est donc difficilement envisageable comme instrument s'il est une conséquence économique pénalisante.

*

*

*

Numéro d'inscription 506607

Signature 



Né(e) le 11 / 10 / 2005

Nom LOPEZ

Prénom(s) ESTEBAN

20 / 20



Épreuve: ESH

Sujet 1 ou 2
(Veuillez cocher le N° de sujet choisi)

Les feuilles dont l'entête d'identification n'est pas entièrement renseigné ne seront pas prises en compte pour la correction.

Feuille 03 / 03

Numéro de table 019

Commencez à composer dès la première page.

Ainsi, envisager le pouvoir d'achat comme outil m'apparaît plus comme plausible. On pourrait alors penser que chercher à le diminuer quand la hausse est néfaste est pertinent. Mais les conflits sociaux seraient trop violents, comme l'illustre le cas des gilets jaunes. Dès lors, il semble que ce concept soit plutôt le résultat voulu des mécanismes aujourd'hui.

*

*

*

Le pouvoir d'achat est devenu un objectif (A), qui peut sembler dérisoire dans le contexte mondial actuel (B)

Aujourd'hui, le pouvoir d'achat est une vraie priorité défendue par les consommateurs. En découle que la garantie de prix faibles est aussi une priorité. C'est particulièrement le cas en Europe, où la politique de la concurrence vise le maintien de prix bas pour les consommateurs. Les firmes voulant conserver des parts de marché sont poussées à diminuer leur prix si le marché est concurrentiel. D'où le Traité de Rome

qui prévoyait que ces marchés soient concurrentiels en 1957. Les autorités de la concurrence luttent alors contre ententes et cartels, abus de position dominante, et limitent la concentration pour maintenir le pouvoir d'achat en évitant des prix trop élevés. L'interdiction de la fusion entre Alstom et Siemens en 2019 en est un exemple. De même, un cartel qui incluait Intel et Apple dans les années 2010 a été démantelé. Ces firmes s'étaient engagées à ne pas recruter les ingénieurs qualifiés des concurrents, leur permettant de leur imposer un salaire plus faible, donc moins de pouvoir d'achat. Dans la même logique, la BCE, ^{malgré ses échecs,} maintient une inflation rampante inférieure à 2% autant que possible. L'objectif est la stabilité, mais aussi le maintien du pouvoir d'achat et de la croissance. Pour ce qui est des firmes, leur rapport avec le pouvoir d'achat est plus ambigu, car elles vendent plus s'il est fort, mais à des prix plus faibles. Elles doivent donc arbitrer pour avoir un objectif clair. Le pouvoir d'achat est alors généralement un objectif à atteindre aujourd'hui.

Mais ce nouvel objectif prioritaire n'en est pas moins contestable. En effet, il l'est déjà dans la mesure du pouvoir d'achat. Car les prix des produits

différent, et tous ne consommons pas uniformément. La baisse des prix entraîne une hausse du pouvoir d'achat, mais le taux d'inflation est mesuré par l'IPC. Or, cet indicateur est inégalitaire: il sous-pendère certains nouveaux produits dont le prix baissent rapidement, et reflète des choix dans le panier de référence. Ainsi, une hausse du pouvoir d'achat n'est parfois pas une hausse pour certains agents, rendant l'objectif limité. De plus, il n'est aujourd'hui plus possible de ne pas tenir compte des contraintes environnementales. Le besoin d'augmenter sa capacité à acheter des biens et services devrait alors être remplacé par des besoins essentiels au sens de KUCHEVAN (Les besoins artificiels). Plutôt que de souhaiter la continuité d'une société entrée dans une ère de surconsommation, peut-être faudrait-il revoir les priorités. PARRIQUE (Ralentir ou périr, 2022) propose alors de réfléchir en "pouvoir de vivre" plutôt qu'en pouvoir d'achat. La capacité à vivre correctement aujourd'hui et dans le futur est alors la vraie priorité, et ne s'arrête pas à une capacité de consommation. On se rapproche alors du concept de "capabilité" au sens de SEN. Ce qui compte, est la capacité à vivre comme on le souhaite dans un monde marqué par différentes crises. Ainsi, le pouvoir d'achat, malgré son succès dans l'opinion publique, est un objectif plutôt illusoire et problématique

*

*

*

Si le pouvoir d'achat a pu être un instrument économique, il est rapidement devenu complexe voire inefficace. Le concept est alors récemment devenu un résultat souhaité, mais un résultat qui présente des limites. Des lois, en tant qu'instrument aussi bien qu'en tant qu'objectif, il faudrait prendre plus de recul face à cette notion à la mode, et penser au contexte et à la nécessité de repenser les objectifs. Le mouvement des gilets jaunes n'était alors pas illégitime, mais peut être qu'une coopération visant à réduire l'usage de l'essence aurait été plus pertinente. L'enjeu est aujourd'hui dans le maintien du pouvoir de vivre, plus que du pouvoir d'achat.